

Unité départementale de l'Oise
283 rue de Clermont
ZA de la Vatine
60000 Beauvais

Beauvais, le 30/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CFMNF (CIE FRANC DES METAUX NON FERREUX)

ZAC Paris Oise
192 avenue de Rome
60126 Longueil-Sainte-Marie

Références : IC-R/268/25-AuL/SF
Code AIOT : 0003801671

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/06/2025 dans l'établissement CFMNF (CIE FRANC DES METAUX NON FERREUX) implanté ZAC Paris Oise 192 avenue de Rome 60126 Longueil-Sainte-Marie. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CFMNF (CIE FRANC DES METAUX NON FERREUX)
- ZAC Paris Oise 192 avenue de Rome 60126 Longueil-Sainte-Marie
- Code AIOT : 0003801671
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Compagnie Française des Métaux Non Ferreux effectue sur la commune de Longueil-Sainte-Marie les activités suivantes :

- récupération, collecte, stockage et tri de déchets métalliques ferreux et non-ferreux non dangereux (rubrique 2713 pour une surface de stockage de métaux non ferreux de 2 415 m³) ;
- traitement de déchets métalliques non dangereux par découpage et compactage (rubrique 2791 pour la découpe au chalumeau, à la presse-cisaille) ;
- récupération, collecte, stockage, tri, traitement de déchets en mélange et triés non dangereux de papiers, cartons, plastiques et bois.

Les activités du site sont régulièrement autorisées par l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2019 portant autorisation environnementale des activités de collecte, tri et valorisation de déchets métalliques de la Compagnie Française des Métaux Non Ferreux et l'arrêté préfectoral complémentaire du 1er mars 2022.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

RAS

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Gestion des ouvrages pour les eaux de rejets domestiques	Arrêté Préfectoral du 31/10/2019, article 11.3.3	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Entretien et conduite des installations de traitement des eaux polluées	Arrêté Préfectoral du 31/10/2019, article 11.3.4	Demande d'action corrective	15 jours
4	Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejets	Arrêté Préfectoral du 31/10/2019, article 11.3.5	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
5	VLE des eaux pluviales	AP Complémentaire du 01/03/2022, article 4	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Autosurveillance des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 31/10/2019, article 16.1	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Suivi interprétation et diffusion des résultats	Arrêté Préfectoral du 31/10/2019, article 16.4	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Localisation des points de rejet	AP Complémentaire du 01/03/2022, article 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le réseau de traitement des effluents liquides est équipé d'une micro-station de traitement, de décanteur lamellaire et de filtre. Cependant ces équipements ne sont pas suivis régulièrement dans leurs entretiens. Des dépassements de VLE ont été constatés lors du contrôle inopiné de 2025.

L'autosurveillance des VLE n'est pas mise en place.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Localisation des points de rejet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/03/2022, article 2				
Thème(s) : Risques chroniques, Localisation des points de rejet				
Prescription contrôlée :				
Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :				
Effluents	Origine des effluents	Traitement avant rejet	Exutoire du rejet	Milieu récepteur
Eaux usées domestiques	Eaux des sanitaires	Mini-station interne	Réseau de collecte des eaux pluviales de ruissellement	N o u e d'infiltration à l'Ouest du site

			de ruissellement	
Eaux pluviales	Toitures	Aucun	Cuve enterrée permettant la récupération des eaux pluviales propres ou réseau de collecte des eaux pluviales de ruissellement	Espaces verts ou n o u e d'infiltration à l'Ouest du site
Eaux pluviales ou eaux de lavage	Voiries et zones de stockage	Les eaux collectées de la zone imperméabilisée sont acheminées vers un volume de rétention réalisé en surdimensionnant le diamètre des canalisations de collecte (diamètre de 1 mètre). Cela permet de stocker jusqu'à 213 m ³ . Par ailleurs, la dalle de béton dispose de points de bas	Débourbeur/Déshuileur	N o u e d'infiltration à l'Ouest du site

		points de bas centraux en forme de pointe , permettant de mettre en rétention un volume supplémentaire de 78 m ³ .		
--	--	--	--	--

Constats :

L'exploitant a présenté les plans finaux du réseau de collecte des effluents qui sont affichés dans l'établissement. (voir planche photographique en annexe photographique).

Il a été constaté sur le site que :

- les eaux usées domestiques, après leur passage dans la mini-station, rejoignent le réseau de collecte des eaux pluviales de ruissellement en amont du décanteur lamellaire ;
- les eaux pluviales de ruissellement, après le décanteur lamellaire, passent par un filtre ;
- conformément au plan affiché, les eaux collectées de la zone imperméabilisée sont acheminées vers un volume de rétention réalisé en surdimensionnant le diamètre des canalisations de collecte. Ces volumes de rétention sont situés sous le parking et sont représentés sur le plan par les deux rectangles. Leur volume n'a pas été vérifié ;
- à plusieurs endroits, conformément au plan, la dalle de béton dispose de points de bas centraux en forme de pointe, permettant de mettre en rétention un volume supplémentaire.

La prescription est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Gestion des ouvrages pour les eaux de rejets domestiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/10/2019, article 11.3.3

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des ouvrages pour les eaux de rejets domestiques

Prescription contrôlée :

La plate-forme multimodale n'étant pas pourvue d'un réseau collectif des eaux domestiques, celles-ci sont stockées en fosse étanche en attente de traitement extérieur ou acheminées vers un dispositif de traitement interne à l'entreprise et agréé par les ministères de la santé et de l'écologie.

La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par l'arrêté du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.

Cette installation est exploitée selon les dispositions de l'arrêté ministériel du 7 septembre 2009 susvisé.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en arrêtant l'évacuation des eaux vers l'extérieur.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).

Constats :

Il a été constaté que le site n'étant pas raccordé à un réseau collectif des eaux domestiques ; celles-ci sont acheminées vers un dispositif de traitement interne à l'entreprise : micro-station modulaire NDG eau XS.

Conformément au document « avis relatif à l'agrément de dispositifs de traitement des eaux usées domestiques et fiches techniques correspondantes » fourni par l'exploitant, la micro-station modulaire NDG eau XS est agréée par les ministères de la santé et de l'écologie.

L'article 16 de l'arrêté ministériel du 7 septembre 2009 susvisé est ainsi rédigé :

"L'installation, l'entretien et la vidange des dispositifs constituant l'installation d'assainissement non collectif se font conformément au guide d'utilisation rédigé en français et remis au propriétaire de

l'installation lors de la réalisation ou réhabilitation de l'installation d'assainissement non collectif. Celui-ci décrit le type d'installation, précise les conditions de mise en œuvre, de fonctionnement et d'entretien, sous forme d'une fiche technique et expose les garanties. Il comporte au moins les indications suivantes :

- la description de tout ou partie de l'installation, son principe et les modalités de son fonctionnement ;*
- les paramètres de dimensionnement, pour atteindre les performances attendues ;*
- les instructions de pose et de raccordement ;*
- la production de boues ;*
- les prescriptions d'entretien, de vidange et de maintenance, notamment la fréquence ;*
- les performances garanties et leurs conditions de pérennité ;*
- la disponibilité ou non de pièces détachées ;*
- la consommation électrique et le niveau de bruit, le cas échéant ;*
- la possibilité de recyclage des éléments de l'installation en fin de vie ;*
- une partie réservée à l'entretien et à la vidange permettant d'inscrire la date, la nature des prestations ainsi que le nom de la personne agréée".*

L'exploitant a pu fournir le guide d'utilisation de la micro-station modulaire NDG eau XS.

L'exploitant a indiqué faire intervenir la société HADES pour l'entretien et la maintenance de la micro-station. L'exploitant a présenté les deux derniers bons d'intervention et la dernière facture d'intervention :

- rapport d'intervention n° 07802 du 27 octobre 2022,
- rapport d'intervention n° 13641 du 05 février 2024,
- facture FA01871 du 15 avril 2024.

L'exploitant a indiqué que la société Hades est intervenue la semaine précédant le contrôle, mais est en attente du retour du bon d'intervention et de la facture.

Non conformités (fait significatif) n° 1 L'exploitant n'a pas respecté la fréquence d'entretien annuel de la micro-station indiquée au point 4,3 (paragraphe « Maintenance effectuée par un professionnel ») dans le guide d'utilisation. Il n'y a pas eu de contrôle en 2023 et depuis plus d'un an.

Non conformités (fait significatif) n° 2 L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir le cahier d'entretien et d'opération de la micro-station comme indiqué au point 4,3 du guide d'utilisation de la micro-station modulaire NDG eau XS qui reprend la liste des contrôles bi-annuels et annuels à mettre en œuvre.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de fournir le bon d'intervention et la facture de la société HADES suite à son passage de juin 2025, ainsi que le bordereau de suivi de déchets suite à l'intervention de la société AVIA ENVIRONNEMENT de juin 2025.</p> <p>Proposition : mise en demeure de mettre en place un cahier de suivi et d'entretien de la micro-station conformément au guide d'utilisation et d'effectuer une analyse en sortie de la micro-station pour s'assurer que les concentrations maximales en sortie de traitement sont conformes à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 7 septembre 2009 susvisé (30 mg/l en matières en suspension (MES) et 35 mg/l pour la DBO5).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 3 : Entretien et conduite des installations de traitement des eaux polluées

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/10/2019, article 11.3.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Débourbeur déshuileur</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre.</p> <p>La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.</p> <p>Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.</p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.</p>

Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur. Ces dispositifs de traitement sont munis d'alarmes de niveaux des boues.

Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement, sont collectées par un réseau spécifique (voir planche photographique).

Ces eaux sont traitées en passant par un décanteur lamellaire de marque Techneau (indiqué dans la facture de la société Hades), puis par un filtre mousse PPM 120 (indiqué dans la facture de la société Hades) permettant de traiter les polluants en présence. Il a été constaté les bouches d'accès vers ces équipements.

L'exploitant a indiqué faire intervenir la société HADES pour l'entretien et la maintenance du débourbeur/déshuileur lamellaire et du filtre. L'exploitant a présenté les deux derniers bons d'intervention et la dernière facture d'intervention :

- rapport d'intervention n° 07802 du 27 octobre 2022,
- rapport d'intervention n° 13641 du 05 février 2024,
- facture FA01871 du 15 avril 2024.

L'exploitant a présenté le bordereau de suivi de déchets pour l'élimination des boues hydrocarburées (code déchet 13 05 02) établi par la société AVIA ENVIRONNEMENT.

Non conformités (fait modéré n° 3): l'exploitant ne respecte pas la fréquence d'entretien annuel (nettoyage et vidange). Il n'y a pas eu de contrôle en 2023 et depuis plus d'un an.

Il n'est pas proposé de mise en demeure étant donné que, selon la déclaration de l'exploitant, la société HADES est intervenue la semaine précédant le contrôle. Il a été constaté que les cuves

étaient vidangées et le filtre changé.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de fournir le bon d'intervention et la facture de la société HADES suite à son passage de juin 2025, ainsi que le bordereau de suivi de déchets suite à l'intervention de la société AVIA ENVIRONNEMENT de juin 2025.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 4 : Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/10/2019, article 11.3.5
Thème(s) : Risques chroniques, Points de rejets des effluents
Prescription contrôlée : (...) <p>Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant...).</p> <p>Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.</p> <p>Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.</p> (...)
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer le point de prélèvement d'échantillons et les points de mesure (débit, température, concentration en polluant...).

Le rapport APAVE de 2025 indique en ce qui concerne le prélèvement les informations suivantes :
Rejet vers l'Oise : sortie micro-station
Conditions de fonctionnement : fonctionnement par ruissellement des eaux pluviales.
Incidents : pas de canal de mesure - débit non réalisable

Or, d'après le PC n° 1 relatif à la localisation des points de rejet, le rejet ne se fait pas vers l'Oise mais vers la Noue d'infiltration à l'Ouest du site. De plus, le prélèvement en sortie de micro-station se fait en amont du décanteur lamellaire et du filtre, et la micro-station ne reçoit pas les eaux pluviales de ruissellement.

Les informations délivrées par l'APAVE ne permettent pas de déterminer avec certitude le lieu de prélèvement et l'exploitant n'a pas été en mesure d'apporter des précisions.

Non conformités (fait significatif) n° 4 : les points de prélèvements ne sont pas clairement indiqués sur le site pour les intervenants. L'absence de canal de mesure ne permet pas de mesurer le débit.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Proposition : mise en demeure d'identifier les points de prélèvement et de mettre en place un canal de mesure

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : VLE des eaux pluviales

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/03/2022, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, VLE des eaux pluviales

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales à l'extérieur du site, les valeurs limites en concentration définies ci-dessous :

1 - Matière en suspension totale (MEST), demande chimique en oxygène (DCO) et demande biochimique en oxygène (DBO₅)	
---	--

Matières en suspension totales (Code SANDRE : 1305)	
flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j	100 mg/l
DCO (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1314)	
flux journalier maximal inférieur ou égal à 50 kg/j	300 mg/l
DBO₅ (code sandre : 1313)	
-	100 mg/l

2 - Substances spécifiques du secteur d'activité			
Paramètre	N° CAS	Code SANDRE	Valeur Limite d'Emission (VLE)
Métaux totaux	-	44	15 mg/l
Arsenic et ses composés (en As)	7440-38-2	1369	25 µg/l si le rejet dépasse 0,5g/j

Cadmium et ses composés	7440-43-9	1388	25 µg/l
Chrome et ses composés (dont chrome hexavalent et ses composés exprimés en chrome)	7440-47-3	1389	0,1 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j (dont Cr ⁶⁺ : 50µg/l)
Cuivre et ses composés (en Cu)	7440-50-8	1392	0,150 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j
Mercure et ses composés (en Hg)	7439-97-6	1387	25 µg/l
Nickel et ses composés	7440-02-0	1386	0,2 mg/l si le rejet dépasse 5g/j
Plomb et ses composés (en Pb)	7439-92-1	1382	0,1 mg/l si le rejet dépasse 5g/j
Zinc et ses composés (en Zn)	7440-66-6	1383	0,8 mg/l si le rejet dépasse 20 g/j
Fluor et composés (en F) (dont fluorures)	-	-	15 mg/l
Indice phénols	108-95-2	1440	0,3 mg/l
Cyanures libres	1957-12-05	1084	0,1 mg/l
Hydrocarbures totaux	-	7009	10 mg/l

Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)		1117	25 ug/l (somme de tous les composés)
Benzo(a)pyrène	50-32-8	1115	
Somme Benzo(b)fluoranthène + Benzo(k)fluoranthène	205-99-2 / 207-08-9	-	
Somme Benzo(g,h,i)perylène + Indeno(1,2,3-cd)pyrène	191-24-2 / 193-39-5	-	
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX)	-	1106	1 mg/l

Les valeurs limites ci-dessus s'appliquent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures.

Afin de le rendre possible, le prélèvement est réalisé en période de pluie. La mesure est réalisée à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures et représentatif du fonctionnement de l'installation. Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie.

Les contrôles se font, sauf stipulation contraire de la norme appliquée (si une norme est appliquée), sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents.

Dans le cas où une autosurveillance est mise en place, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Dans le cas d'une auto-surveillance journalière (ou plus fréquente) des effluents aqueux, ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.

Constats :

L'exploitant n'effectuant pas d'autocontrôle (voir PC n° 6), les seules analyses disponibles sont celles des contrôles inopinés demandés par la DREAL.

Cependant les résultats des analyses du dernier rapport suite au contrôle inopiné effectué les 1 et 2 avril 2025 par la société APAVE ne permettent pas de conclure sur le respect ou non des VLE, étant donné que le point de prélèvement est mal défini (voir PC n° 4) et que le prélèvement a été effectué par temps sec alors que les VLE s'appliquent aux eaux pluviales.

Ces analyses s'insèrent cependant dans une démarche de surveillance environnementale et de conformité réglementaire pour :

- détecter des rejets anormaux ou illicites : un écoulement d'eau par temps sec dans un réseau d'eaux pluviales peut indiquer un raccordement inversé (des eaux usées qui devraient aller à l'égout se déversent dans le réseau pluvial) ou un rejet direct de substances polluantes (eaux de process, effluents industriels, etc.) non autorisées. Ces rejets peuvent avoir un impact significatif sur la qualité des milieux aquatiques récepteurs ;
- vérifier la séparation des réseaux : un écoulement par temps sec dans le réseau pluvial peut révéler un défaut de séparation ou une connexion croisée ;
- identifier des pollutions chroniques ou accidentelles : même sans rejet actif, des traces de pollution peuvent persister dans les canalisations ou les regards suite à un événement antérieur (déversement accidentel, accumulation de polluants). Un contrôle par temps sec peut permettre de les identifier ;
- contrôler la conformité des installations : les autorités peuvent vérifier la bonne gestion des eaux pluviales sur un site (entreprise, site industriel, etc.), y compris le bon fonctionnement des dispositifs de rétention, de traitement ou de prétraitement des eaux pluviales avant rejet.

En tout état de cause, dans le cas présent, les analyses ont fait état de non-conformités.

Non conformités (fait significatif) n° 5 : Dans ce rapport n° 134923417-001-1, les résultats sont conformes excepté pour :

- DBO₅ : non analysé (suite à un incident),
- DCO : 514 mg/l (au lieu de VLE = 300 mg/l),
- MES : 113 mg/l (au lieu de VLE = 100 mg/l),
- Cuivre : 0,372 mg/l (au lieu de VLE = 0,15 mg/l) avec un résultat de mesure qui dépasse le double de la valeur limite prescrite.

Pour les DBO, DCO et MES, cela met en évidence une accumulation de polluants donc un système de traitement inefficace.

Pour le Cu, cela met en évidence où une pollution accidentelle ou une inefficacité du traitement avant rejet. .

Il est constaté également que sur les 3 derniers contrôles inopinés, les analyses font état de non-conformités sans que l'exploitant ne les explique.

CI de 2024 : non-conforme, lettre de demande d'explication, pas de réponse

CI de 2023 : non-conforme, lettre de demande d'explication, pas de réponse

CI de 2022 : non-conforme, lettre de demande d'explication, pas de réponse

Il est rappelé à l'exploitant qu'il est tenu d'expliquer ces non-conformités et de faire réaliser une inspection de ses réseaux : il faut remonter le réseau pour identifier la source du rejet. Cela peut impliquer l'inspection de regards successifs, l'utilisation de colorants traceurs, ou l'examen des plans des réseaux du site contrôlé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Proposition : mise en demeure de respecter les valeurs limite d'émission pour la DCO, les MES et le Cuivre.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Autosurveillance des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/10/2019, article 16.1
Thème(s) : Risques chroniques, autosurveillance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une mesure des concentrations des différents polluants visés à l'article 11.3 est effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Les polluants dont les concentrations n'atteignent pas le seuil de détection après trois mesures consécutives ou qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues au présent article.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter ses résultats d'autosurveillance.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'étant donné que l'administration programmait des contrôles inopinés, l'autosurveillance n'était pas nécessaire.</p> <p>Non conformités (fait significatif) n° 6: Absence d'autosurveillance annuelle sur les concentrations des différents polluants dans les rejets des eaux pluviales à l'extérieur du site.</p> <p>Observation : il a été rappelé à l'exploitant que l'objectif du contrôle inopiné est de pouvoir comparer les résultats entre les contrôles diligentés par l'exploitant à ceux réalisés de façon inopinée à la demande de la DREAL. Par ailleurs le contrôle étant inopiné, il peut arriver que toutes les installations ne fonctionnent pas ou une analyse sur un paramètre ne puisse pas être rendue et dans ce cas-là, il ne correspondra pas au contrôle annuel réglementaire. (ce qui a été le cas dans le contrôle inopiné 2025 pour la DBO₅).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Proposition : mise en demeure d'effectuer un contrôle d'autosurveillance pour 2025 et de respecter la fréquence annuelle de contrôle. L'exploitant devra communiquer les résultats dès réception à l'Inspection, accompagnés d'un courrier explicatif en cas de non-conformité.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Suivi interprétation et diffusion des résultats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/10/2019, article 16.4
Thème(s) : Risques chroniques, Gidaf
Prescription contrôlée : L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise, notamment celles de son programme d'autosurveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque les résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement. Les résultats d'analyse sont transmis dans le mois qui suit leur réception à l'inspection des installations classées. Les écarts font l'objet de commentaires et des propositions pour rectifier d'éventuels écarts sont décrites, ainsi que les délais nécessaires pour leur mise en œuvre le cas échéant.
Constats : Il a été constaté que l'exploitant avait bien un compte sur le site internet GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquente), mais que celui-ci n'était pas complété pour l'autosurveillance des eaux pluviales. Non conformités (fait significatif) n° 7 : l'exploitant ne transmet pas ses résultats d'analyse à l'IIC dans le mois qui suit leur réception via le site GIDAF.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Proposition : mise en demeure d'intégrer les prochains résultats d'analyse et les suivants dans GIDAF.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois